

L'aide au développement n'en est pas une

Bravo aux 111 personnes qui demandent à nos autorités de stopper les coupes budgétaires dans l'aide au développement et d'en augmenter la part pour atteindre les 0,7 % du PIB fixé par les Nations unies. Bravo aussi au ministre De Croo qui requiert d'abord une réforme de la politique de coopération au développement. Enfin, le sujet est mis sur la place publique pour un débat approfondi.

L'enjeu représente bien plus que les 1 % de nos impôts consacrés à cette coopération. Avec l'explosion démographique en Afrique, sa population dépassera les 2 milliards en 2050 et le nombre de migrants les 500 000 par an, pouvant atteindre le 1 million à la fin du siècle si rien ne change. On sait combien ces émigrations influencent – à tort ou à raison – le débat politique dans notre société : Brexit, populisme, extrémisme, insécurité sont tous influencés par l'afflux de migrants clandestins. Notre responsabilité est engagée car il nous revient de chercher à éviter les drames humains qu'engendre la persistance des écarts de revenus entre l'Afrique et l'Europe que l'aide à la coopération n'arrive pas à réduire. Le professeur Paul Collier de la London School of Economics parle de *"bombe socio-économique à retardement"* sous les pieds des Européens.

De mauvais résultats

Force est de reconnaître que l'aide au développement n'obtient pas les résultats escomptés. Des chercheurs éminents concluent depuis 1980 qu'il n'y a au mieux aucune relation entre montants d'aide et développement, au pire que la relation est négative. C'est le constat de chercheurs tels que Dambisa Moyo (Universités d'Oxford et Harvard), William Easterly (Université de New York), Paul Collier, Angus Deaton (Université de Princeton et prix Nobel d'économie 2015 précisément pour ses recherches sur les causes de la pauvreté), et, peut-être moins prestigieux mais, plus près

de chez nous, Nadia Molenaers et Robrecht Renard (Université d'Anvers).

D'ailleurs, un des signataires de la pétition déclarait dans une conférence que *"l'aide au développement est la plus grande tromperie intellectuelle de l'après-guerre"*. Ils expliquent en allemand, français, anglais et néerlandais que plus il y a d'aide étrangère, moins les revenus des habitants des pays récipiendaires augmentent. La conclusion logique est donc qu'il faudrait diminuer plutôt qu'augmenter les budgets dédiés à l'aide à la coopération ou du moins chercher des solutions moins onéreuses d'aide au développement.

Une réforme est nécessaire

Bien sûr, il existe des études qui prétendent l'inverse. Elles émanent habituellement d'organisations qui en vivent, telles que les Nations unies, les ONG et leurs coupoles. Au

sujet de ces dernières, Nadia Mole-naers et Robrecht Renard écrivent qu'elles *"s'abstiennent d'analyses nuancées de l'aide au développement publique ... [leur] critique est peu claire... puisqu'elles doivent leurs subsides royaux (sic) à la mauvaise réputation de cette aide publique"*.

Plusieurs auteurs attribuent aussi à

la "tiédeur" des réactions citoyennes et de la société civile la persistance de politiques désastreuses de coopération au développement de leur gouvernement. Il serait donc utile qu'enfin s'engage un débat public avec les signataires de la pétition, le ministère de la Coopération et les acteurs non financés

Opinion

Jean-Jacques Schul

Directeur général honoraire de la Banque européenne d'investissement.

■ La politique belge de coopération au développement est inefficace. Il faut la revoir en profondeur avant d'y investir davantage de fonds. Un vrai débat public est nécessaire.

par le gouvernement pour chercher à concilier les positions des uns et des autres avec les constatations des chercheurs internationaux.

En effet, le ministre a raison d'appeler à une réforme fondamentale de notre politique de coopération souvent dénoncée comme particulièrement inefficace. En 2009, le Fonds monétaire international avait déjà classé la Belgique parmi les donateurs bilatéraux les moins efficaces la suspectant même de post-colonialisme.

Durant plusieurs années, la Belgique a été dénoncée par ses pairs pour le manque d'évolution de sa politique de coopération face aux échecs des pratiques antérieures. Ses procédures administratives sont reconnues comme parmi les plus lourdes et les moins transparentes des donateurs bilatéraux. Ainsi, par exemple, on ne dispose toujours pas des conclusions de l'enquête menée par le COTA, ONG belge spécialisée dans l'analyse de la performance de l'aide au déve-

loppement, sur les procédures d'attribution des marchés d'aide au développement par Wallonie Bruxelles International (WBI). Des discriminations à l'encontre des organisations non agréées attendent toujours les rectifications demandées.

En effet, un des problèmes provient de l'esprit corporatiste de notre politique de coopération, surtout du côté francophone du pays. Seules quelques ONG, de moins en moins nombreuses d'ailleurs, bénéficient de l'agrément du gouvernement fédéral et des financements du WBI et cela malgré des démarches depuis plusieurs années par la

Fédération des associations de solidarité internationale (Fasi) demandant à ce que l'accès aux financements publics soient aussi accessibles aux petites associations. Or, des éléments tendent à démontrer que les ASI ont des structures plus flexibles, sont plus proches de la société civile des pays aidés, et sont moins chères que les grandes ONG belges. Ainsi par exemple, certaines scolarisent des orphelins à 10 € par mois par enfant soit un tiers de ce que

demandent des ONG internationales. Enfin, plusieurs associations en Belgique, France et Luxembourg dé-

montrent qu'on pourrait stopper la malaria en Afrique pour un millième des coûts actuels. Ainsi, les 600 ASI supposées exister dans les Régions de Wallonie et de Bruxelles sont exclues de la coopération belge alors qu'elles sont plus à même d'apporter des innovations.

Cinquante années d'expérience d'aide au développement ont démontré que ce n'est pas l'aide étrangère qui en tant que telle fait le développement des pays récipiendaires. Les historiens ont démontré que le développement dépend avant tout de l'action collective de la société civile locale auprès des autorités. C'est donc l'aide consacrée au rapprochement entre les gens et leurs autorités qui seule a une chance d'entraîner un développement équitable et durable. La société civile belge a les moyens d'offrir à l'Afrique une coopération efficace au développement et les contribuables ont tout intérêt à ce qu'elle le devienne rapidement. Alors à quand un vrai débat public en Belgique ?